

Entreprises Chez Atos, tension à l'approche de la scission

PAGE 17

ÉCONOMIE & ENTREPRISE

Chez Atos, tension à l'approche de la scission

Le groupe charge un ancien administrateur de chaperonner son nouveau directeur général, Yves Bernaert

Le temps s'accélère et la tension monte. Alors qu'Atos est engagé dans la dernière ligne droite des négociations avec Daniel Kretinsky pour lui céder ses activités d'infogérance (Tech Foundations), avec l'espoir de signer un accord définitif avant la fin décembre, le groupe d'informatique connaît de nouvelles frictions à sa tête.

Confirmant des informations du *Monde*, Atos a annoncé le 6 décembre la nomination de Carlo d'Asaro Biondo, actuel membre du conseil d'administration, à un poste nouvellement créé de « group general manager ». Un titre nébuleux mais qui cache une mission parfaitement claire : avoir l'œil sur Yves Bernaert, le directeur général, et sur le plan de scission du groupe. Les fonctions de Carlo d'Asaro Biondo, qui a démissionné du conseil d'administration, iront du développement commercial à la performance opérationnelle de l'ensemble du groupe.

Depuis l'arrivée aux commandes d'Atos d'Yves Bernaert début octobre, les relations se sont tendues avec Jean-Pierre Mustier, lui-même nommé à la présidence du conseil d'administration le 14 octobre, à la suite de la démission de Bertrand Meunier, sous la pression des actionnaires. Yves Bernaert est suspecté de jouer un jeu un peu trop personnel.

Depuis quelques jours, une bataille se joue en interne sur le partage des responsabilités et des relations commerciales futures entre Tech Foundations et Eviden, les activités de cybersécurité et de digital sur lesquelles sera recentré Atos. Yves Bernaert en gardera la direction générale. Pour certains, le « *plan de séparation et de clarification du périmètre et des responsabilités* » de chacune des deux branches présentées fin novembre par le directeur général est trop favorable à Eviden. « *Ces règles sont censées être appliquées par tous sans compromis* », a insisté Yves Bernaert, dans un courrier adressé aux cadres, et elles « *seront incluses dans notre accord de partenariat entre Eviden et Atos* [c'est-à-dire Tech Foundations] ».

Autre point sensible qui crée des tensions : le prix final que Daniel Kretinsky paiera pour Tech Foundations. Initialement, celui-ci s'élevait à 100 millions d'euros. Une somme extrêmement faible, mais l'homme d'affaires tchèque reprenait dans le même temps à son compte 1,9 milliard d'euros d'engagements financiers et devait injecter un peu plus de 200 millions d'euros au capital d'Eviden. L'arrivée, début novembre, de David Layani au capital d'Atos à hauteur de 9,9 %, a changé le rapport de force. Premier actionnaire du groupe, le fondateur de la société

Onepoint a immédiatement prévenu qu'il comptait réviser les conditions de l'accord avec Daniel Kretinsky afin qu'Atos récupère plus que 100 millions d'euros. En échange, il était libéré de son engagement à investir chez Eviden.

Les exigences d'Atos et de son nouvel actionnaire risquent-elles de refroidir les ardeurs de M. Kretinsky ? A ce jour, l'homme d'affaires tchèque, qui avait été le seul à se porter candidat à la reprise de Tech Foundations, reste engagé et n'est pas opposé à une révision du plan. Mais les interrogations autour du périmètre de Tech Foundations et des engagements financiers associés ont ralenti les négociations ces dernières semaines. De nouvelles réunions sont programmées ces prochains jours.

Besoin de garanties

Pendant ce temps, ne sachant pas à quoi ressemblera le futur Tech Foundations, les clients commencent à s'inquiéter, au risque de fragiliser un peu plus la santé financière de la société. Dans ce métier, les contrats de services informatiques sont signés pour plusieurs années. Donc comment s'engager si l'on n'est pas sûr que son prestataire pourra assurer le travail jusqu'au bout ? Pendant ce temps, Atos doit aussi renégocier le prêt de 1,5 milliard d'euros accordé par ses deux principales banques,



BNP Paribas et J.P. Morgan, en juillet 2022. Les négociations sont bien avancées mais les banques ont besoin de garanties sur le plan de marche du groupe pour prolonger ce crédit, vital pour Atos.

Quant à M. Layani, il dit se contenter de son statut de premier actionnaire et n'a pas dévoilé la suite de son plan. Mais difficile d'imaginer qu'il ne souhaite pas marier les activités numériques d'Eviden à sa société Onepoint. Le renforcement du périmètre de cette division va donc dans son intérêt. Même si la valeur d'Eviden a probablement baissé ces derniers mois par rapport aux 3 milliards d'euros évoqués début 2023, David Layani n'a pas les reins suffisamment solides pour reprendre l'intégralité d'Eviden, dont une partie des activités ne collent pas avec les siennes.

Il pourrait s'appuyer sur un partenaire. Depuis quelques semaines, comme l'a écrit BFM-TV fin octobre, le nom d'Airbus revient régulièrement dans les conversations pour reprendre sous son aile les activités sensibles de cybersécurité et de supercalculateurs. Le fabricant d'avions avait officiellement étudié en début d'année l'opération mais avait renoncé en mars. David Layani et Airbus n'ont pas répondu à nos sollicitations. ■

OLIVIER PINAUD

Une bataille se joue en interne sur le partage des responsabilités et des relations commerciales futures

